INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 18 mai 2022**

* Les bourses européennes ont terminé la séance de mercredi en repli, au lendemain d'un joli rebond, saisies à nouveau par les craintes sur la croissance mondiale. Le CAC 40 a ainsi perdu 1,2% à 6 352,94 points, et l'Euro Stoxx, 1,36% à 3 690,74 points. Les indices ont accru leurs pertes après l'ouverture à Wall Street, où le S&P 500 et le Nasdaq reculent respectivement de 2,6% et 3% en fin de journée.
* Il faut dire que Jerome Powell n'a pas vraiment rassuré hier soir, lors d'une conférence organisée par le Wall Street Journal. Le président de la Fed a en effet déclaré qu'il faudrait "envisager d'agir de manière plus agressive" si l'inflation ne baissait pas "de manière évidente et convaincante".
* Jerome Powell a également indiqué que la banque centrale américaine relèverait ses taux d'intérêt aussi haut que nécessaire pour l'enrayer, quitte à pénaliser la croissance. Les marchés estiment ainsi à plus de 85% la probabilité d'un relèvement d'un demi-point du taux directeur de la Fed lors de sa prochaine réunion en juin.
* En zone euro, les données sur l'inflation n'ont pas vraiment été rassurantes, puisque celle-ci s'est maintenue à 7,4% en avril en version définitive. Un taux certes inférieur aux premières estimations (7,5%), mais qui reste à un niveau historiquement élevé et bien loin de l'objectif de 2% de la BCE.
* Par ailleurs, la situation sanitaire s'améliore en Asie, mais l'assouplissement des restrictions est mené à pas comptés.
* Sur les marchés, les taux longs reculent légèrement: -5 points de base pour le 10 ans américain, et -3,5 points de base pour son homologue allemand.
* L'euro cède 0,3% à 1,0519 dollar. Le billet vert est soutenu par les récentes déclarations de Jerome Powell. Hier soir, le président de la Réserve Fédérale a rappelé que sa priorité était la lutte contre l'inflation. Dans ce cadre, il s'est dit prêt à relever encore et encore les taux, quitte à ralentir la croissance.
* En hausse depuis le début de la séance, le cours du baril de WTI américain est proche de l'équilibre à 112,1 dollars malgré la baisse inattendue des stocks de brut aux Etats-Unis. La semaine dernière, ils ont reculé de 3,394 millions de barils. Les économistes tablaient sur une hausse de 1,383 million après +8,487 millions la semaine précédente. Les stocks d'essence ont baissé de 4,779 millions de barils contre un consensus de -1,3 million après -3;6 millions la semaine précédente. Les stocks de produits distillés ont grimpé de 1,235 million contre un consensus de -0,8 million.
* Goldman Sachs a réduit sa prévision de croissance chinoise 2022 de 4,5% à 4%. La banque d'affaires américaine a pris en compte la résurgence de la pandémie et les restrictions sanitaires strictes imposées par Pékin dans le cadre de sa politique "zéro Covid". Les autorités escomptent, elles, une croissance d''environ 5,5%.
* Les services financiers, d’intermédiation financière et de l’assurance progressent de 789 emplois en avril, selon ADP. " L’économie française redémarre et les entreprises se portant plutôt bien vu le contexte, elles sont en mesure d’investir à nouveau ce qui va avoir un impact positif sur l’activité du secteur ", explique le spécialiste des ressources humaines.

**SOCIETES**

* A Paris, le CAC 40 a été dominé par Alstom (+2,05%), qui a remporté un contrat important en Israël, suivi d'Engie (+0,91%) et Sanofi (+1%). Carrefour (-4,42%), L'Oréal (-3,73%) et Worldline (-3,41%) ont en revanche perdu pied.
* Le chemin de croix se poursuit pour Orpea, qui accuse une lourde chute de plus de 19% à 27,19 euros par action sur la place de Paris. Déjà au cœur du scandale depuis la publication du livre « Les Fossoyeurs », l’exploitant d’Ephad privés est de nouveau percuté par une nouvelle affaire. En effet, Mediapart et Investigate Europe ont révélé aujourd’hui l’existence d’une structure parallèle à Orpea, basée au Luxembourg, qui a accumulé 92 millions d’actifs et mené des opérations financières douteuses.

Interrogé par l'AOF, Orpea dit avoir décelé " des faits potentiellement délictueux, qui mettent en cause des comportements individuels ". Cela a conduit le groupe à " déposer dès avril une première plainte contre X auprès du procureur de la République et à prendre des premières mesures disciplinaires, plusieurs personnes ayant déjà quitté l'entreprise ".

" Nous poursuivons nos investigations et nous prendrons toutes les mesures et sanctions qui s'avèreront nécessaires ", a poursuivi le groupe.

Orpea a tenu à souligner que ces faits ne concernaient en rien l'accueil et les soins des résidents.

* Air France-KLM a progressé de 4,9% à 4,16 euros par action sur la place de Paris, signant ainsi l’une des plus fortes hausses du SBF 120. Le transporteur aérien franco-néerlandais a signé un partenariat stratégique dans le secteur du fret aérien avec le groupe CMA CGM. Cet accord, d’une durée initiale de 10 ans, vise à générer « d’importantes synergies de revenus ». Il doit également voir CMA CGM devenir un nouvel actionnaire de référence d’Air France-KLM.

Dans le cadre de l'augmentation de capital envisagée par le transporteur aérien, CMA CGM prendra ainsi jusqu'à 9% du capital d'Air France-KLM. Ce projet comprend la nomination d'un représentant de CMA CGM au conseil d'administration d'Air France-KLM. Elle sera soumise à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui doit se tenir le 24 mai prochain.

Au 31 décembre 2021, parmi les principaux actionnaires d'Air France-KLM figuraient l'État français (28,6%), la compagnie China Eastern Airlines (9,6%), l'État néerlandais (9,3%) ainsi que la compagnie Delta Air Lines (5,8%).

Dans le cadre de leur partenariat, Air France-KLM et CMA CGM exploiteront ensemble et en exclusivité la totalité de la capacité des appareils tout cargo de leurs compagnies respectives, soit 10 appareils tout cargo en activité, et 12 autres en commande.

* La cour d'appel de Paris a confirmé la mise en examen pour "complicité de crimes contre l'humanité" du groupe cimentier français Lafarge pour ses activités en Syrie jusqu'en 2014, a annoncé Reuters. Lafarge est soupçonné d'avoir versé près de 13 millions d'euros à des groupes armés, dont le groupe Etat islamique (EI), pour maintenir en activité son usine de Jalabiya, dans le nord de la Syrie, en 2013 et 2014. Dans un communiqué, le groupe suisse Holcim, qui a absorbé Lafarge en 2015, a exprimé son "profond désaccord" avec cette décision qui sera contestée devant la Cour de cassation.
* « Nous nous engageons à développer et renforcer notre présence en Inde, et à faire de ce pays stratégique un pilier central de notre ambition internationale dans le cadre du Plan Dare Forward 2030 », a déclaré Carlos Tavares, le directeur général de Stellantis. Le dirigeant a également souligné l’importance de l’Inde en tant que marché clé à fort potentiel de croissance et centre d’approvisionnement stratégique. Depuis 2015, Stellantis a investi plus d’un milliard d’euros dans ses opérations dans ce pays.

L'implantation de Stellantis en Inde comprend trois usines de production (Ranjangaon, Hosur, Tiruvallur), un complexe dédié aux ICT (Hyderabad) et un centre software (Bangalore), ainsi que deux sites de R&D à Chennai et Pune.

Le Hub numérique implanté en Inde est devenu l'une des plus importantes branches internes dédiées aux activités ICT et numériques de Stellantis.

Les sites de fabrication et de R&D produisent et exportent déjà des composants et des véhicules pour différents marchés en dehors de l'Inde. Ils sont amenés à se développer afin de fournir des moteurs, des boîtes de vitesses et des composants pour d'autres marchés internationaux.

L'Inde est le seul pays à produire quatre modèles Jeep hors de l'Amérique du Nord (Wrangler, Compass, Meridian et Grand Cherokee) ainsi que le Citroën C5 Aircross en dehors de la France.

En 2022, les clients indiens pourront découvrir les derniers modèles Jeep Meridian et Jeep Grand Cherokee ainsi que la nouvelle Citroën C3, qui est conçue, développée et produite en Inde, pour le marché intérieur et les exportations.

* Alstom a gagné 2,05 % à 23,93 euros par action. Les investisseurs se réjouissent du nouveau contrat d’envergure décroché par le géant du ferroviaire. Un contrat estimé à 858 millions d’euros pour la conception, la fabrication, la maintenance et le financement des systèmes de la ligne Verte du tramway de Tel-Aviv, en Israël. Cette commande, décrochée auprès de la NTA (Metropolitan Mass Transit System Ltd), devrait être enregistrée dans les comptes d’Alstom lors de son exercice 2023-2024.

Les voitures Citadis XO5 seront conçues et fabriquées dans l'usine de tramways Citadis d'Alstom à La Rochelle. Les autres sites français impliqués sont Le Creusot pour les bogies, Ornans pour les moteurs et Villeurbanne pour les systèmes d'information des voyageurs.

En outre, l'usine d'Alstom de Fez au Maroc fournira les armoires électriques et de câblage et le site de Charleroi en Belgique fournira la puissance électronique avec un nouveau convertisseur intégré de traction et auxiliaire en 1500 v ainsi que le système d'économie d'énergie Hesop.

Ce contrat décroché par Alstom l'a été dans le cadre d'un consortium d'entreprises. Le contrat global est évalué à 2,6 milliards d'euros.

Alstom est présent en Israël depuis 30 ans en tant que fournisseur de confiance d'Israel Railways (ISR) pour les véhicules et services.

**ANALYSES**

* C'est une idée qui court depuis plusieurs années et qui refait surface aujourd'hui, à la faveur de la guerre en Ukraine et des tensions sino-américaines. Avec la montée en puissance des pays émergents et de l'Asie du Sud-Est, il serait temps de réformer le système monétaire et financier international qui repose quasi exclusivement sur le dollar. Il constitue la seule et unique réserve de valeur mondiale alors que les Etats-Unis perdent du terrain sur le plan économique par rapport à d'autres géants comme la Chine.

Lors d'un colloque qui s'est tenu cette semaine à la Banque de France et a rassemblé plusieurs dizaines de dirigeants de pays émergents, de l'Inde aux Philippines, le gouverneur François Villeroy de Galhau a défendu « l'idée d'un système financier international multilatéral coopératif » pour en finir avec « la dépendance excessive à une monnaie centrale unique », le dollar. « Le statu quo n'est plus une option », a-t-il déclaré.

Pourquoi relancer ce débat aujourd'hui ? Parce qu'il y a « des dangers à venir. Nous devons éviter de passer d'un système dominé par le dollar à un non-système conflictuel avec, par exemple, un monde dollar opposé à un monde renminbi », selon le patron de la Banque de France. « Une telle fragmentation serait génératrice d'instabilité, créant notamment le risque de fuites d'une monnaie à l'autre », a-t-il poursuivi. Cela rappellerait les dévaluations monétaires compétitives entre les deux guerres mondiales, quand le dollar et la livre sterling se disputaient le leadership. Ce système bipolaire avait abouti à créer une instabilité chronique.

« Nous sommes à la veille d'une crise financière majeure », juge Bernard Snoy, professeur à l'université de Louvain en Belgique, qui redoute les prochaines hausses de taux d’intérêt aux Etats-Unis. Celles-ci pourraient entraîner des flux de capitaux des pays émergents vers l'Amérique et déstabiliser les pays endettés en dollars.

Les pays émergents ne sont pas contre une telle réforme. D'autant que les sanctions occidentales contre la Russie « créent un risque très dangereux » pour des pays comme la Chine, a plaidé Andrew Sheng, ancien patron du régulateur hong-kongais des marchés financiers. Les Chinois, notamment, pourraient commencer à vendre leurs dollars afin de se prémunir contre de futures sanctions. Mais jusqu'à présent, ils n'ont pas le choix.

Le dollar reste la devise dans laquelle l'épargne mondiale est placée. Ce rôle qui lui est dévolu est d'ailleurs pervers, car il oblige les Etats-Unis à émettre en permanence des titres de dette libellés en billets verts que les investisseurs continuent à acheter. Résultat, le pays croule sous un déficit courant abyssal.

Mais où trouver d'autres monnaies de réserve ? L'euro pourrait théoriquement être une alternative. C'est en tout cas le souhait de François Villeroy de Galhau, pour qui « nous devons absolument développer le rôle international de l'euro ». L'Indien Harinder Kohli, ancien de la Banque mondiale et aujourd'hui président du Forum des pays émergents, organisateur du colloque, soutient l'initiative, tout comme Andrew Sheng. « L'euro et le yen doivent devenir des monnaies internationales, défend-il. Vous devez le faire. Sans quoi la prochaine crise sera douloureuse pour les pays émergents et les incitera à créer leur propre système monétaire et financier. » Mais la zone euro manque encore de titres de dette publique sûrs et d'un Trésor réellement européen. Aujourd'hui, la dette publique reste celle des Etats membres.

L'autre problème est que la rivalité sino-américaine et la guerre en Ukraine ne vont pas dans le sens d'une amélioration de la coopération au niveau mondial.

**L’AGENDA DU 19 mai 2022**

**13h30 en zone euro**
Compte rendu de la réunion de politique monétaire d'avril de la BCE

**14h30 aux Etats-Unis**
Inscriptions au chômage pour la semaine au 14 mai
Indice d'activité "Philly Fed" pour mai